

Le Journal des décideurs

# L'économiste

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**Bourse Uemoa**

## La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Compétences énergétiques**

## Notables avancées dans la "Trilogie gagnante écoles-entreprises-ministères"

Mise en place le 24 septembre 2021, la « trilogie Gagnante Écoles -Entreprises -Ministères » a enregistré son « acte 6 » le jeudi 29 septembre ... • (Page 10)

**Quitus fiscal pour les législatives**

## Les impôts à solder par les candidats

Pour obtenir leur quitus fiscal en vue de la composition des dossiers pour prendre part aux élections législatives ... • (Page 05)



## Récession économique en 2023

• (Page 03)

# Que peuvent faire les décideurs politiques ?



## Accès aux infrastructures résilientes

• (Page 11)

# La Banque mondiale approuve 137 milliards Fcfa en faveur du Bénin

**Politique monétaire au 2<sup>ème</sup> trimestre**

## Le Bénin 1<sup>er</sup> dans l'Uemoa pour sa maîtrise de l'inflation

Le Bénin est le seul pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) à enregistrer un taux ... • (Page 02)

**Zone industrielle de Glo-Djigbé-Zè**

## Les avancées de la GDIZ présentées aux élus locaux de Tangbo-Djèvié

Le vendredi 30 septembre 2022, une délégation du Conseil d'arrondissement de Tangbo ... • (Page 11)

**Elections législatives de janvier 2023**

## Le Médiateur de la République invite à la paix

Dans le cadre des élections législatives de janvier 2023, dans sa mission de paix et de cohésion sociale, le Médiateur de la République invite ... • (Page 05)

**Conférence 2022 de l'IUT**

## Aurélié ADAM SOULE ZOUMAROU honore le Bénin en Roumanie

La 21<sup>ème</sup> conférence des plénipotentiaires (PP-22) de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) se ... • (Page 04)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

**L'économiste**

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2

Politique monétaire au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022

## Le Bénin 1er dans l'Uemoa pour sa maîtrise de l'inflation

Le Bénin est le seul pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) à enregistrer un taux d'inflation négatif (-0,4%) au deuxième trimestre 2022, selon le rapport sur la politique monétaire dans l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) publié par la Banque centrale des Etats de l'Afrique l'Ouest (BCEAO).

Evolution de l'inflation par pays (en moyenne annuelle, %)

Pays	2020	2021	T2-2021	T3-2021	T4-2021	T1-2022	T2-2022
Bénin	3,0	1,7	2,2	2,3	3,3	4,1	-0,4
Burkina	1,9	3,9	3,5	3,6	5,9	10,3	16,1
Côte d'Ivoire	2,4	4,2	3,9	4,6	5,2	4,9	4,3
Guinée-Bissau	1,5	3,3	1,5	4,7	5,6	6,6	7,4
Mali	0,5	3,9	4,7	2,7	6,3	8,2	9,5
Niger	2,9	3,8	3,3	3,6	4,3	5,1	5,2
Sénégal	2,5	2,2	1,2	2,9	3,3	6,1	7,8
Togo	1,8	4,5	4,3	6,4	5,8	8,2	7,4
<b>UEMOA</b>	<b>2,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,8</b>	<b>5,0</b>	<b>6,4</b>	<b>7,0</b>

Sources : BCEAO, INS

## • Abdul Wahab ADO

Les réformes économiques mises en œuvre par le gouvernement béninois font tache d'huile dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Contrairement aux autres pays de l'Union, le Bénin a enregistré un taux d'inflation négatif (-0,4%) au deuxième trimestre 2022, après une hausse des prix de 4,1% le trimestre précédent. Le progrès enregistré au Bénin est le fruit de certaines mesures prises par le gouvernement. D'abord, la pluviométrie favorable dans le pays aurait soutenu la production vivrière, contribuant à une baisse des prix des produits alimentaires (-4,1%), notamment des légumes frais (-11,9%), des légumes secs (-15,8%), des produits à base de tubercules et plantains (-1,5%), ainsi que les céréales non transformées (-5,5%). Ensuite, les mesures prises par le Gouvernement, notamment la limitation des sorties par voie terrestre des produits agricoles par l'instauration d'une redevance supplémentaire sur les denrées quittant le territoire, auraient contribué à renforcer l'offre de produits locaux sur les marchés. Selon le rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA, dans les autres pays, les tensions inflationnistes au deuxième trimestre 2022 ont

été les plus fortes au Burkina (+16,1%) et au Mali (+9,5%). L'ampleur de la progression des prix au Burkina est liée aux effets de la crise sécuritaire, qui affecte négativement les circuits de commercialisation des produits alimentaires, conjuguée à la baisse de 10% de la production céréalière de la campagne agricole 2021/2022 par rapport à la campagne précédente. Au Mali, la dynamique des prix serait essentiellement en lien avec le repli important de la production céréalière (-15%) comparativement à l'année précédente.

## L'inflation dans l'Union

L'analyse selon la nature révèle une progression des prix des biens de 8,4% au deuxième trimestre 2022, après une hausse de 7,5% un trimestre plus tôt. Cette évolution est essentiellement imputable aux produits alimentaires. La progression des tarifs des services s'est maintenue à hauteur de 3,6%, en lien avec le renchérissement des services de transports. Le rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA indique que le taux d'inflation sous-jacente, qui mesure l'évolution du niveau général des prix hors produits frais et énergie, est ressorti à 4,6% au deuxième trimestre 2022, par rapport à la même période de l'année précédente,

après une progression de 4,3% un trimestre plus tôt. Cette évolution est en rapport avec le renchérissement de certaines denrées alimentaires qui entrent dans le champ de l'indice sous-jacent, notamment les légumes secs (+18,4%), les huiles (+17,3%), les farines (+19,9%) et la viande (+5,6%). Ainsi, les tensions sur les prix de ces biens alimentaires expliquent 64,2% de la hausse de l'inflation sous-jacente. Quant aux produits non alimentaires inclus dans l'inflation sous-jacente, les tensions sur leurs prix concernent notamment les services de transport et de restauration. Par ailleurs, les prix des produits frais ont progressé de 14,6% au deuxième trimestre 2022, après 12,8% le trimestre précédent, en lien avec la flambée des prix des céréales, des légumes et de la viande. Ceux des produits énergétiques se sont accrus de 5,8% au deuxième trimestre 2022, après une progression de 6,1% au premier trimestre 2022, du fait de la hausse des prix du charbon de bois ainsi que du renchérissement du gaz et des carburants, dans le sillage des tensions sur les cours du pétrole brut sur le marché international. Le rapport sur la politique monétaire permet d'entrevoir l'impact des réformes mises en œuvre dans les Etats de l'UMOA au cours du deuxième trimestre.

## AUX DECIDEURS...

## Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négociateur directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs. » Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs. Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrit nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

Jean-Claude KOUAGOU

## Eco secret

## Uemoa : La monnaie électronique a le vent en poupe, les fraudes aussi

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) a publié son rapport semestriel de surveillance des moyens et services de paiement à fin décembre 2021. Le document révèle une hausse en valeur des opérations de monnaie électronique, mais également des fraudes dont le montant aura presque quadruplé sur un an. Selon le rapport de 12 pages, le nombre d'opérations de monnaie électronique durant le second semestre 2021 est ressorti à 2,97 milliards évalué à 35.649,93 milliards de F CFA contre 2,42 milliards représentant une valeur de 25.465,57 milliards de F CFA le semestre précédent.

## Récession économique en 2023

## Que peuvent faire les décideurs politiques ?

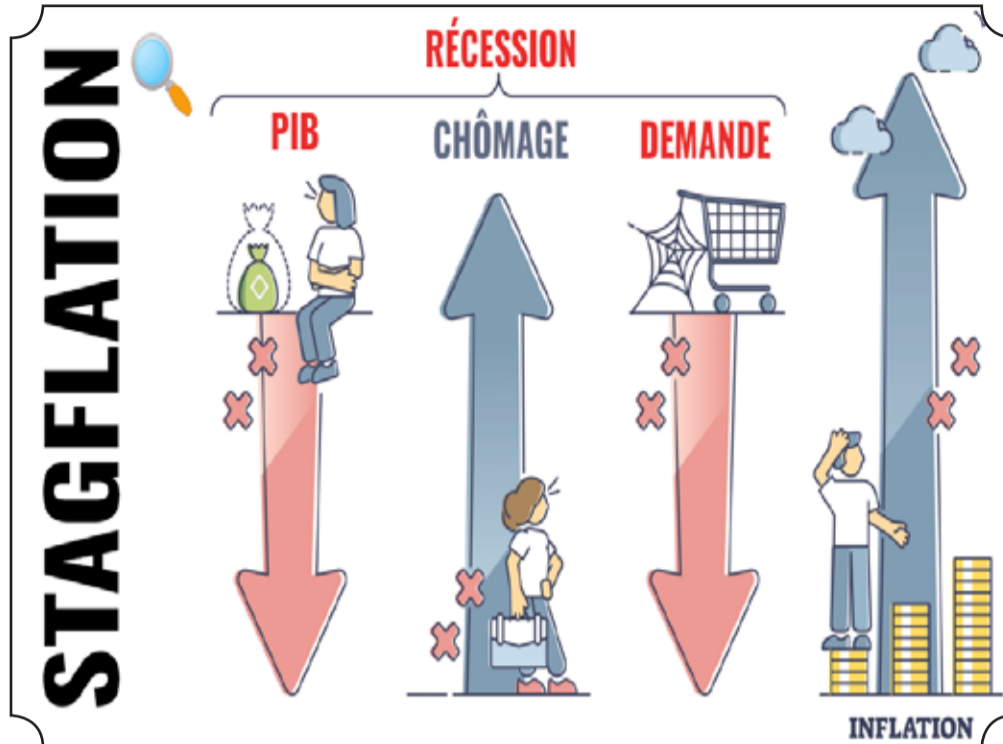
Alors que la santé de l'économie mondiale se dégrade au jour le jour, les experts agitent déjà le spectre d'une récession en 2023 qui, selon eux, aurait de graves conséquences sur les perspectives de croissance à long terme des économies émergentes et en développement.

• Issa SIKITI DA SILVA

Pendant que les banques centrales du monde entier augmentent simultanément les taux d'intérêt en réponse à l'inflation, les experts lancent un appel à ces institutions, ainsi qu'aux décideurs politiques, de jouer le rôle de sapeurs-pompiers.

« Les banques centrales devraient persister dans leurs efforts de contrôler l'inflation, et à communiquer clairement les décisions politiques tout en préservant leur indépendance. Cela pourrait aider à ancrer les anticipations d'inflation et à réduire le degré de resserrement nécessaire », plaident Justin Damien Guénette, M. Ayhan Kose et Naotaka Sugawara, trois experts de la Banque mondiale, dans un rapport publié mi-septembre.

Le rapport, intitulé en anglais « Is a Global Recession Imminent? », recommande aux banques centrales des



économies avancées de garder à l'esprit les effets de débordement transfrontaliers du resserrement monétaire. Dans les pays émergents et en développement, ajoute-t-il, elles devraient renforcer les réglementations macro-prudentielles et constituer des réserves de change.

On parle de resserrement

monétaire lorsque les banques centrales augmentent les taux d'intérêt ou vendent des titres sur le marché libre pour réduire le volume des fonds en circulation.

#### Soutien budgétaire

Les autorités fiscales devront soigneusement cali-

brer le retrait des mesures de soutien budgétaire tout en garantissant la cohérence avec les objectifs de politique monétaire, souligne le rapport, ajoutant que cela pourrait amplifier les effets de la politique monétaire sur la croissance. Les décideurs politiques devraient également mettre en place des plans

budgétaires à moyen terme crédibles et fournir un allègement ciblé aux ménages vulnérables.

A en croire ces spécialistes de l'économie mondiale, les mesures qui pourraient être prises par les autres décideurs économiques pour lutter contre l'inflation comprennent, entre autres, l'assouplissement des contraintes du marché du travail, car les politiques du marché du travail pourraient faciliter la réaffectation des travailleurs déplacés.

Selon Jennifer Herry (Indeed.com), le terme « travailleurs déplacés » s'applique aux personnes qui ont involontairement perdu leur emploi pour des raisons indépendantes de leur volonté. Il peut s'agir de mises à pied, de réductions d'effectifs, d'éliminations de postes ou d'autres circonstances particulières.

Stimuler l'offre mondiale de matières premières peut

aussi aider à lutter contre l'inflation. La coordination mondiale peut grandement contribuer à accroître l'approvisionnement alimentaire et énergétique, insiste le rapport de la Banque mondiale.

« Pour les matières premières énergétiques, les décideurs politiques devraient accélérer la transition vers des sources d'énergie à faibles émissions de carbone et introduire des mesures visant à réduire la consommation d'énergie ».

Enfin, Justin Damien Guénette, M. Ayhan Kose et Naotaka Sugawara appellent les décideurs politiques à coopérer pour atténuer les goulots d'étranglement de l'approvisionnement mondial, et à soutenir un ordre économique international fondé sur des règles, qui protègent contre la menace du protectionnisme et de la fragmentation, qui pourraient perturber davantage les réseaux commerciaux.

## Zone euro

# L'inflation bondit à 10 % en septembre, nouveau record

Les prix à la consommation ne cessent d'augmenter dans l'Union Européenne. Le taux d'inflation dans la zone euro a battu un nouveau record en septembre, à 10 % sur un an, tiré par les tarifs de l'énergie mais aussi par ceux de l'alimentation, a annoncé Eurostat vendredi. L'inflation avait atteint 9,1 % en août pour les 19 pays partageant

la monnaie unique européenne. Ces chiffres sont les plus élevés enregistrés par l'office européen des statistiques depuis le début de la publication de l'indicateur en janvier 1997.

Taux de chômage bas En revanche, le taux de chômage dans la zone euro s'est maintenu à son plus bas niveau historique en août, soit 6,6 % de la population active comme en juillet,

selon les données d'Eurostat publiées vendredi. L'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Slovaquie et la Finlande. Les données de la zone euro suivent la composition des pays à un moment donné. Des changements dans la composition de la zone euro sont incorporés

à l'aide d'une formule d'indice en chaîne. Méthodes et définitions L'inflation annuelle est l'évolution des prix des biens de consommation et des services entre le mois de référence et le même mois de l'année précédente. L'inflation mensuelle est la variation du niveau des prix entre le mois de référence et le mois précédent. Révisions et calendrier L'estimation rapide

de l'inflation dans la zone euro est publiée à la fin de chaque mois de référence. L'ensemble des données sur les indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH) pour la zone euro, l'UE et les États membres est publié vers le milieu du mois qui suit la période de référence. La prochaine publication couvrant l'ensemble des données du mois de septembre 2022 est prévue pour le 19 octobre 2022.

20 minutes

## Baromètres Bénin

Référentiel			Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources	Economie	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Densité de la population	100,17 habitants/Km <sup>2</sup>	Statistiques mondiales (2018)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)			
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)			
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)			
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)			
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)			
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)			
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)			
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)			

Crise énergétique

# A bout de souffle, l'Europe renoue avec le charbon

Les exportations sud-africaines du charbon vers l'Europe ont augmenté de 500 000 tonnes au premier semestre de 2021 à 4,1 millions de tonnes au premier semestre de 2022, l'équivalent de 720%, selon Reuters. Cette nouvelle donne, qui intervient alors que le changement climatique bat son plein, démontre l'essoufflement et le désespoir du vieux continent face à la perturbation des approvisionnements énergétiques russes.



● Issa SIKITI DA SILVA

Déjà accusés d'hypocrisie par les défenseurs de l'environnement, les pollueurs historiques – un club des ogres économiques comprenant plusieurs pays de l'Union européenne (UE) – recherchent agressivement de nouvelles sources d'énergie fossiles pour faire face à la crise énergétique provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine.

Les sanctions économiques imposées par l'UE à la suite de cette invasion comprennent l'interdiction des importations de charbon en provenance de Russie, laquelle est entrée en vigueur le 10 août 2022.

Les Pays-Bas, l'Allemagne, la Pologne, le Danemark, la

France, l'Italie et l'Ukraine seraient en train d'importer des quantités croissantes de charbon d'Afrique du Sud, selon Reuters.

Cette augmentation monstrueuse des importations du charbon constitue un tournant dans la lutte contre le changement climatique, un sujet auquel l'UE a promis d'en faire son cheval de bataille.

**Energies polluantes**

« Il faut faire en sorte de profiter de cette crise pour avancer dans la transition énergétique, sans revenir aux énergies fossiles polluantes », a déclaré récemment Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, à plusieurs médias européens.

Ces derniers temps, Bruxelles n'a cessé de prêcher l'évangile des énergies renouvelables aux pays en développement, notamment à l'Afrique du Sud, le plus grand pollueur du continent.

L'Afrique du Sud, qui produit plus de 250 millions de tonnes de charbon chaque année, est le 12e plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde.

« C'est une mauvaise option, la conséquence d'une décennie de retard et de négligence, car les États ont continué à s'appuyer sur les énergies fossiles plutôt que d'investir suffisamment dans les énergies renouvelables », a martelé Neil Makaroff du Climate Action Network (CAN), cité par l'AFP.

Conférence 2022 des plénipotentiaires de l'IUT

# Aurélié ADAM SOULE ZOUMAROU honore le Bénin en Roumanie

La 21ème conférence des plénipotentiaires (PP-22) de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) se déroule à Bucarest, en Roumanie, du 26 septembre au 14 octobre 2022. A cette occasion, la Ministre du Numérique et de la Digitalisation du Bénin, Madame Aurélié ADAM SOULE ZOUMAROU, a fait, jeudi 28 septembre 2022, une déclaration de politique générale du Bénin dans le domaine du numérique. Cette déclaration honore le Bénin à ce rendez-vous de haut niveau.

● F.V.

À la face du monde et devant un parterre des délégations des 193 Etats membres de l'UIT, la Ministre du Numérique et de la Digitalisation du Bénin a montré la façon dont le Programme d'actions du Gouvernement du Président Patrice TALON contribue à la réalisation du Programme Connect 2020 et des objectifs de l'Union. L'autorité ministérielle a fait le point des réalisations en matière de développement du numérique au plan national notamment les nombreux chantiers de déploiement des infrastructures et des services numériques aux citoyens et aux entreprises, la digitalisation de l'administration publique et de tous les secteurs d'activité économique. Il est à souligner que les efforts inlassables au quotidien du Gouvernement pour garantir une connectivité universelle et gagner le pari de la transformation numérique durable permettent déjà de simplifier la vie des citoyens béninois, de l'administration et des entreprises notamment dans leurs interactions avec l'Etat. Les résultats de la mise en œuvre de tous ces projets et réformes dans le secteur du numérique ont permis aux Béninois de comprendre les enjeux et



● Madame Aurélié ADAM SOULE ZOUMAROU

les bénéfiques du numérique dans leur vie quotidienne. Avec un taux de pénétration de l'internet qui est passé de 19,25% en mars 2016 à 69,08% en mars 2022, le numérique est aujourd'hui perçu par les Béninois comme un service essentiel, dont l'absence est vécue avec frustration et mécontentement.

La Ministre du Numérique a déclaré du haut de ce pupitre que : « C'est pour cela que loin de nous arrêter à ces acquis, nous poursuivons résolument les investissements et avons également noté avec grand intérêt, l'accroissement des investissements privés dans le secteur du numérique au Bénin. Au cours des prochaines années, le Bénin continuera d'investir et de soutenir les investissements dans l'extension de la couverture en infrastructures

et le renforcement de la qualité des services numériques, la digitalisation de l'administration publique et de tous les secteurs d'activité, la transformation numérique des entreprises et des collectivités locales, le développement des compétences numériques et le renforcement de la confiance numérique ». Dans sa déclaration, la Ministre du Numérique et de la Digitalisation du Bénin, Aurélié ADAM SOULE ZOUMAROU réitère la détermination du Bénin à poursuivre son soutien et sa participation aux travaux de l'UIT durant le cycle qui s'ouvre, dans ses différents secteurs que sont le développement des télécommunications, la normalisation et les radio-communications. Cette rencontre de haut niveau va permettre d'intensifier la collaboration entre le Bénin et l'UIT, selon la ministre.

## Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

**Position du Bénin dans la sous-région**

Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76ème	Institut Fraser 2022


Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019

Quitus fiscal pour les législatives de 2023

# Les impôts à solder par les candidats

Pour obtenir leur quitus fiscal en vue de la composition des dossiers pour prendre part aux élections législatives de janvier 2023, les potentiels candidats doivent s'acquitter préalablement d'une série d'obligations fiscales rappelées par le Directeur général des impôts, Nicolas Yénoussi dans un communiqué en date du 30 septembre 2022. La liste desdits impôts soldés doit être accompagné d'un identifiant fiscal unique (IFU) et de la situation fiscale du candidat, soldé à zéro au 31 décembre 2021.

## Communiqué.



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
RÉPUBLIQUE DU BENIN

CABINET  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
DU MINISTÈRE  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DES IMPÔTS

1469  
N°: ...../MEF/SGM/DC/DGI/DA

Tél : 21 30 10 20 – Fax : 21 30 18 51  
01 BP ; 302 COTONOU – ROUTE DE L'AÉROPORT  
www.finances.bj

Cotonou, le 30 SEPT 2022

- les impôts sur le revenu et la patente ;
- une copie de la fiche de paie datant de moins de trois (3) mois pour les salariés.

Le dossier devra comporter les nom, prénoms, profession, IFU, numéro de téléphone et la situation fiscale soldée à zéro francs au 31 décembre 2021.

Les dossiers ne comportant pas un numéro d'Identifiant Fiscal Unique (IFU) ne seront pas traités.

Toutefois, une procédure dérogatoire est mise en place pour le dépôt physique des dossiers au plus tard le 20 octobre 2022, au bureau n° 13 de l'immeuble DGI-DGE.

Pour tout renseignement, veuillez contacter les numéros et adresse email suivants :


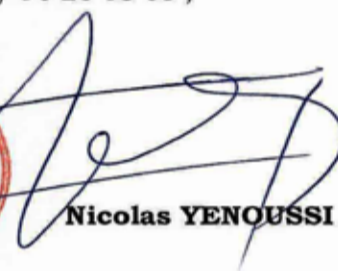
- téléphone : 97 64 56 75 / 97 76 42 18 / 96 25 08 08 ;
- email : cdgi@finances.bj

**COMMUNIQUE**


Dans le cadre des élections législatives, le Directeur Général des Impôts invite les potentiels candidats à demander individuellement leur quitus fiscal en ligne via la plateforme « quitus.impots.bj ».

Ils devront être à jour des impôts ci-après :

- les impôts fonciers ( le foncier non bâti, le foncier bâti et l'impôt sur le revenu foncier), tout en précisant le numéro contribuable (NC) si il en existe. Les personnes dont les biens fonciers n'ont jamais été imposés doivent se rapprocher des centres des impôts territorialement compétents ;
- la taxe sur les véhicules à moteur (TVM) ;
- les impôts professionnels pour les personnes ayant une activité commerciale ou non commerciale, industrielle ou encore les personnes associées dans une entreprise ;

**Nicolas YÉNOUSSI**



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.  
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN  
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

**COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM**

## Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

**Modules de formation**

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**


**Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

Elections législatives de janvier 2023

## Le Médiateur de la République invite à la paix

Dans le cadre des élections législatives de janvier 2023, dans sa mission de paix et de cohésion sociale, le Médiateur de la République invite à la paix.



REPUBLIQUE DU BENIN  
LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Porto-Novo, le .....


### COMMUNIQUE DE PRESSE

L'imminence des élections législatives de janvier 2023 suscite déjà une mobilisation générale dans tous les états-majors des partis politiques.

Le Médiateur de la République, dans sa mission de quête de la paix, saisit l'occasion pour rappeler à chaque béninoise et à chaque béninois la nécessité d'œuvrer au renforcement de la cohésion nationale en évitant tout ce qui peut faire basculer notre pays dans la violence.

Il en appelle, en outre, au patriotisme et au civisme de tout le peuple béninois, pour l'atteinte de l'objectif « zéro violence avant, pendant et après les élections législatives de janvier 2023 ».

Fait à Porto-Novo, le lundi 26 septembre 2022



**Pascal ESSOU**  
Médiateur de la République

01 BP : 1501 PORTO-NOVO / Tél. : (+229) 20 21 20 22 - Fax : (+229) 20 21 49 09 - www.lemediateurdubenin.org

## Inflation

## L'UE s'accorde sur des mesures d'urgence pour réduire les factures d'énergie



Le ministre luxembourgeois de l'énergie, Claude Turmes (gauche) s'entretient avec la ministre française de la transition énergétique Agnès Pannier-Runacher (droite) à leur arrivée pour une réunion des ministres de l'énergie de l'Union européenne au siège de l'UE à Bruxelles le 30 septembre 2022. Ce ne sera probablement pas suffisant alors que les factures explosent au sein de l'Union européenne mais c'est un premier pas commun. Ce vendredi, les ministres européens de l'Énergie ont trouvé un accord sur des mesures d'urgence pour aider ménages et entreprises écrasés par l'inflation. Les responsables ont validé des propositions présentées à la mi-septembre par la Commission européenne, visant à récupérer une partie des « superprofits » des producteurs d'énergie pour les redistribuer aux consommateurs, et imposer une réduction de la demande d'électricité aux heures de pointe. Mais ils sont encore divisés sur un plafonnement du prix des importations de gaz, qui bute en particulier sur les réticences allemandes. « Il n'y a pas de temps à perdre » pour faire baisser le prix du gaz, a exhorté le ministre tchèque de l'Énergie, Jozef Sikela, dont le pays assure la présidence du Conseil de l'UE.

### Plafond pour le renouvelable et le nucléaire

Les récentes fuites sur les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique, dénoncées par l'UE comme des actes de « sabotage », ont encore accru la tension dans le bloc européen, déjà ébranlé par l'envolée des prix liée à la guerre déclenchée par la Russie en Ukraine. Les mesures d'urgence avalisées vendredi fixent aux Etats un objectif contraignant pour

réduire leur consommation d'électricité « d'au moins 5 % » pendant les heures de pointe. Les Vingt-Sept sont aussi appelés à réduire leur consommation mensuelle d'électricité de 10 %, objectif indicatif. Autre mesure : le plafonnement des revenus des producteurs d'électricité à partir du nucléaire et des renouvelables (éolien, solaire, hydroélectrique) qui engrangent des bénéfices exceptionnels en vendant leur production à un prix très supérieur à leurs coûts de production.

### Une « contribution temporaire de solidarité »

Ce plafond est fixé à 180 euros par mégawatt-heure et la différence entre ce niveau et le prix de gros du marché doit être récupérée par les Etats pour être redistribuée aux ménages et aux entreprises. Une « contribution temporaire de solidarité » s'applique en outre aux producteurs et distributeurs de gaz, charbon et pétrole. Au total, des recettes d'environ 140 milliards d'euros pourraient ainsi être reversées, selon la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Mais une majorité d'Etats membres - quinze, dont la France, la Belgique, l'Italie et l'Espagne - estime qu'il faut encore s'attaquer au « problème le plus grave » : ils réclament un plafonnement des prix de gros du gaz sur le marché européen.

### Dissensions européennes sur le gaz

Ces pays veulent que la mesure s'applique à toutes les importations de gaz, pas seulement à celles qui proviennent de Russie. Pour le ministre tchèque, la Commission doit agir rapidement : « Nous sommes dans une guerre de l'éner-

gie avec la Russie, l'hiver arrive et nous devons agir maintenant (...), pas dans un mois. » L'exécutif communautaire, tout comme l'Allemagne, est réticent à mettre en place une telle mesure, redoutant qu'une limitation des prix menace l'approvisionnement des Européens, en dissuadant les « partenaires fiables » comme la Norvège ou les Etats-Unis de livrer l'UE en gaz, au profit d'autres destinations. La ministre estonienne Riina Sikkut s'est aussi prononcée contre cette idée, estimant que « la disponibilité du gaz et la sécurité de l'approvisionnement étaient plus importantes que le prix ».

### Le nerf gazier de la guerre

Dans un document préparatoire, la Commission a proposé de fixer un prix maximum pour le gaz russe - transporté par gazoduc ou le gaz naturel liquéfié (GNL) -, qui représente à l'heure actuelle 9 % des importations européennes. La Russie était historiquement le premier fournisseur de gaz de l'UE, acheminant plus de 40 % du gaz dans le bloc. Pour faire baisser les prix, Bruxelles mise sur des négociations avec les autres fournisseurs de gaz acheminé par pipeline, mais estime que pour le GNL, la capacité de négociation est restreinte par la concurrence internationale. La Commission envisage aussi de plafonner le prix du gaz utilisé pour la production d'électricité. Ces options sont discutées par les ministres et devraient donner lieu à un plan plus détaillé, avant un sommet des dirigeants des Vingt-Sept le 7 octobre à Prague et une nouvelle réunion des ministres de l'Énergie les 11 et 12 octobre.

20 minutes

## Togo

## Le déséquilibre de production halieutique persiste entre pêche artisanale et industrielle



À noter que le secteur de la pêche emploie plus de 20 000 personnes au Togo, et contribue à environ 4,5% du PIB selon le ministère de l'Économie maritime et de la Pêche. Sur la campagne 2020/2021, la production halieutique au Togo a légèrement progressé. Elle s'établit à 18 819 tonnes en 2021 contre 18 658 tonnes une année plus tôt, selon les données du ministère de l'agriculture dans son bilan intitulé « Campagne

2021-2022 et perspectives 2022-2023 ». Durant cette période, 11 567 tonnes de poissons ont été obtenues à travers la pêche artisanale, 117 autres tonnes via la pêche industrielle alors que 6 300 tonnes de produits halieutiques sont pêchés dans les eaux continentales. La pisciculture a quant à elle généré 835 tonnes. La production de 2021, tout comme celle des 3 dernières années, reste en deçà de la barre des 25 000 tonnes que s'est assigné comme objectif le pays en 2019, à l'inauguration du nouveau Port de pêche. Selon la Direction de la Pêche et de l'Aquaculture (DPA), la production totale de 2018 est de 18 142 tonnes et celle de 2019, de 18 960 tonnes.

## Marchés

## La Russie veut porter la valeur de ses exportations agricoles vers l'Angola à 100 millions \$ par an

En Afrique, le marché de l'agroalimentaire attire les convoitises. Du Brésil aux USA en passant par l'UE et la Russie, les principaux producteurs agricoles mondiaux se bousculent pour y prendre des parts de marché. Les autorités russes comptent tirer pleinement parti des opportunités liées au marché agroalimentaire en Angola. Selon les informations du ministère de l'Agriculture relayées par le site d'information Interfax, le pays des Tsars pourrait exporter jusqu'à 100 millions \$ de produits agricoles vers la nation d'Afrique australe. Pour l'heure, le pays a absorbé en 2021, 153 900 tonnes de denrées alimentaires en provenance de Russie pour 47 millions \$. Ce montant est en baisse de 18 % d'une année sur l'autre et les principaux articles ont été le blé, la viande de bœuf et les produits dérivés ainsi que la viande de volaille. Il faut noter que dans cette stratégie de conquête, la Russie sera confrontée à une rude concurrence sur le marché angolais de l'alimentation dont les perspectives de croissance attirent d'autres poids lourds de l'agriculture mondiale. Parmi les rivaux sur cette destination, on peut citer notamment les USA, pour qui l'Angola est déjà le second plus gros client pour les produits agricoles en Afrique australe après l'Afrique du Sud. Les Etats-Unis envoient en effet chaque année pour plus de 100 millions \$ de denrées vers le pays et représentent son premier fournisseur en viande de volaille. Pour rappel, l'Angola est l'un des principaux importateurs africains de produits alimentaires avec des dépenses avoisinant les 2 milliards \$ par an selon les données de TradeMap.



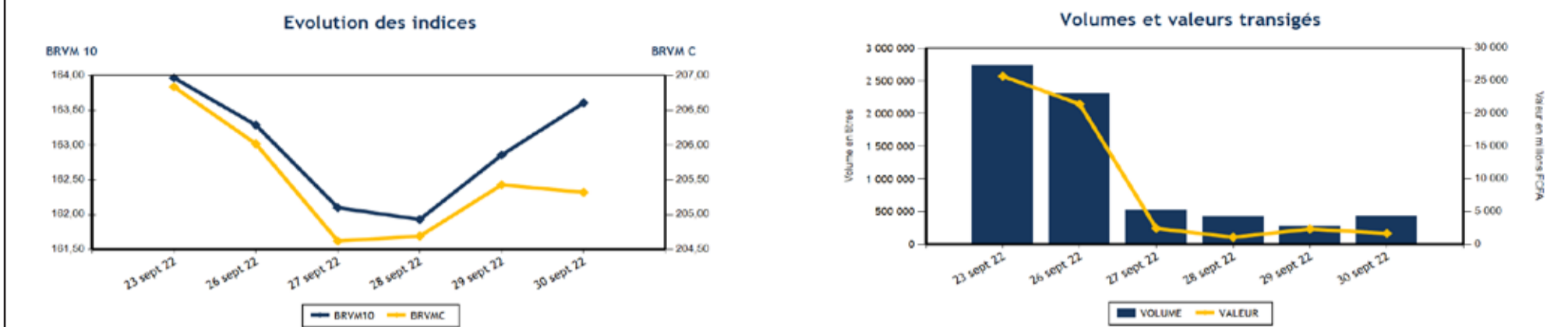
## Burkina Faso

## Nouveau coup d'Etat confirmé, le capitaine Ibrahim Traoré nouvel homme fort du pays

Depuis ce vendredi matin, des tirs étaient entendus à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Dans une déclaration faite à la RTB, des militaires ont annoncé avoir mené le deuxième coup d'Etat du pays en moins de 9 mois. Deuxième coup d'Etat en moins de neuf mois au Burkina Faso. Dans la soirée de ce vendredi 30 septembre 2022, des militaires ont annoncé avoir renversé le pouvoir en place et renversé le lieutenant-colonel Paul Henri Sandaogo Damiba. L'annonce intervient après que des tirs ont été entendus, tôt ce vendredi matin, à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Selon le communiqué lu par les militaires qui se réclament du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) - groupe ayant renversé le président Roch Kabore en février dernier -, ce nouveau coup d'Etat aurait été motivé par le non-respect des objectifs fixés lors du Putsch de janvier dernier. Selon les déclarations signées par le capitaine Ibrahim Traoré considéré comme le nouvel homme fort du pays, l'idéal de départ a été trahi par le président Damiba. « En effet, la dégradation de la situation sécuritaire qui a justifié notre action (en janvier ndlr), a été reléguée au second plan, au profit d'aventures politiques malheureuses. Loin de libérer les territoires occupés, les zones jadis paisibles sont passées sous le contrôle des groupes armés terroristes » ont indiqué les militaires. Et d'ajouter : « Face à la dégradation continue de la situation, nous avons entrepris à plusieurs reprises les approches visant à recentrer la transition sur les questions sécuritaires (mais) le colonel Damiba a persisté avec l'articulation militaire qui a été à la base de l'échec du régime du président Roch Marc Christian Kabore ». L'arrivée au pouvoir en janvier dernier du lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba avait été saluée par une grande partie de la population en raison de l'insécurité galopante qui régnait dans le pays sur fond d'attaques djihadistes. Mais depuis, son gouvernement a fait face à des critiques croissantes, en raison de ses difficultés à endiguer le fléau terroriste. D'après les nouveaux putschistes des assises nationales seront bientôt convoquées pour désigner un nouveau président, « civil ou militaire ». Pour l'heure, les frontières terrestres et aériennes restent fermées, la constitution suspendue et les principales institutions dissoutes.

Ecofin du 02 Octobre 2022

BRVM 10 <b>163,61</b>				BRVM Composite <b>205,32</b>	
Variation Jour	<span style="color: green;">↑</span> 0,46 %	<b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b>		Variation Jour	<span style="color: red;">↓</span> -0,05 %
Variation annuelle	<span style="color: green;">↑</span> 6,58 %	N° 188 <b>vendredi 30 septembre 2022</b>		Variation annuelle	<span style="color: green;">↑</span> 1,50 %
			Site : <a href="http://www.bvm.org">www.bvm.org</a>		



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Actions & Droits)	6 180 537 722 408	-0,05 %
Volume échangé (Actions & Droits)	354 568	124,77 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	814 151 719	-30,76 %
Nombre de titres transigés	41	0,00 %
Nombre de titres en hausse	9	12,50 %
Nombre de titres en baisse	19	11,76 %
Nombre de titres inchangés	13	-18,75 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	7 100	5,50 %	54,18 %
TOTAL SN (TTLS)	2 405	5,48 %	21,77 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 800	4,83 %	-9,31 %
PALM CI (PALC)	10 995	4,71 %	57,30 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 850	3,87 %	34,31 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	103,57	-0,19 %	-5,94 %	8 966	42 875 240	26,35
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	470,98	-0,61 %	4,93 %	12 993	134 084 160	9,58
BRVM - FINANCES	15	77,37	0,17 %	0,31 %	280 853	266 595 264	7,48
BRVM - TRANSPORT	2	441,94	0,00 %	-28,96 %	1 763	3 198 695	7,09
BRVM - AGRICULTURE	5	314,85	0,88 %	29,40 %	38 021	340 609 070	6,02
BRVM - DISTRIBUTION	7	375,59	0,23 %	-7,81 %	11 829	26 590 520	27,86
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 715,10	0,00 %	90,41 %	143	198 770	16,69
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,10	
Taux de rendement moyen du marché	7,25	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,02	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	107	
Volume moyen annuel par séance	1 058 347,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 766 910 509,61	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 493 842 440 300	0,17 %
Volume échangé	85 058	-28,32 %
Valeur transigée (FCFA)	870 747 447	-26,71 %
Nombre de titres transigés	16	166,67 %
Nombre de titres en hausse	6	500,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	10	233,33 %

BRVM  
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin  
10, Rue Joseph Anoma  
Tél : (229) 21 31 23 25  
Fax : (229) 21 31 23 27

BRVM  
Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso  
01 BP 802 Ouagadougou 01  
Tél : (229) 20 30 87 73  
Fax : (229) 20 30 87 74

CÔTE D'IVOIRE  
Chambre de Commerce, d'Industrie,  
d'Agriculture et des Services du Côte d'Ivoire  
Avenue Pasteur  
01 Abidjan  
Tél : (229) 20 31 50 30  
Fax : (229) 20 31 50 31

BRVM  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
BP 8 028 - Libreville  
Tél : (242) 91 80 16 16  
Fax : (242) 91 80 16 11

BRVM  
Chambre de Commerce, d'Industrie et  
d'Exportation de Lagos  
Tél : (234) 21 21 84 87  
Fax : (234) 21 21 84 87

BRVM  
7, Rue Jean Sarr  
BP 8888, Dakar - Sénégal  
Tél : (221) 33 821 10 18  
Fax : (221) 33 821 10 19

BRVM  
Boulevard G. Kpakpali  
01 Lomé  
Tél : (228) 22 41 51 56  
Fax : (228) 22 41 51 57

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : [bvm@bvm.org](mailto:bvm@bvm.org), Site Web : [www.bvm.org](http://www.bvm.org)

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
[uca@ucasgi.com](mailto:uca@ucasgi.com)  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
[www.ucasgi.com](http://www.ucasgi.com)

Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES  
 Groupe BMCE BANK  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
[contact@sgi-agi.com](mailto:contact@sgi-agi.com)  
 +229 21318733  
 +229 21316066

AFRICABOURSE  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

BIIC Financial Services  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
[sgibfs@biic-financialservices.com](mailto:sgibfs@biic-financialservices.com)





# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	<a href="https://gitex.com/">https://gitex.com/</a>
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	<a href="https://www.cosmetic-360.com/">https://www.cosmetic-360.com/</a>
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844">https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844</a>
6 <sup>e</sup> Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 <sup>er</sup> au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

**Lion** Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

**Balance** Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

**Scorpion** Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

**Sagittaire** Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

**Capricorne** La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Verseau** La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin  
Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)  
Site : [www.leconomistbenin.com](http://www.leconomistbenin.com)

**Directeur Général**  
Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**  
Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

**Secrétaire caissière**  
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

### Directeur de publication

Jules AFFODJI

### Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

### Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO  
(66656265)

### Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI  
Félicienne HOUËSSOU  
(96 92 43 46)

Bidosessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU  
Hubert DOSSOU  
Falco Vignon

### Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

**Jules Daniel Mahuto**

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Économiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Économiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : [eco.benin.paris@gmail.com](mailto:eco.benin.paris@gmail.com)

**Directrice commerciale**

Rigel BATCHO

(69190880)

**Graphiste**

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

## Journée Internationale des Personnes Âgées

## Les pépés et mémés invités à maintenir le flambeau de la famille et des collectivités

« La résilience des personnes âgées dans un monde en transformation ». C'est le thème autour duquel le monde entier célèbre cette année (1er Octobre), la 32ème édition de la journée des personnes âgées. En prélude aux manifestations prévues à cet effet et qui s'étaleront sur plusieurs jours, Madame Véronique TOGNIFODE, Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance a délivré un message dans lequel elle rend hommage aux personnes âgées et invite tout le monde à un « engagement soutenu en faveur de la protection de ces personnes âgées ».

## Message du Ministre

- Béninoises ;
- Béninois ;
- Chers compatriotes ;

Le samedi 1er octobre 2022, notre pays le Bénin a célébré, à l'instar de la Communauté Internationale, la 32ème édition de la Journée Internationale des Personnes âgées.

Les Nations Unies ont proclamé en 1990, le 1er octobre, Journée Internationale des Personnes Âgées, afin de mettre en lumière les droits des personnes âgées et de sensibiliser le public aux questions du grand âge.

La célébration de cette 32ème édition de la JIPA est placée sous le thème : « **La résilience des personnes âgées dans un monde en transformation** » avec un accent particulier sur la résilience et la contribution des femmes âgées.

En effet, la pandémie de COVID-19 a exacerbé ces trois dernières années, les inégalités existantes, intensifiant les impacts sanitaires et climatiques sur la vie des personnes âgées, en particulier les femmes âgées qui constituent la majorité de cette population.

Alors que les femmes âgées continuent de contribuer de manière significative à la vie politique, civile, économique, sociale et culturelle, leurs contributions et expériences restent largement invisibles et ignorées, limitées par les désavantages liés au genre accumulés tout au long de la vie. L'intersection entre la discrimination fondée sur l'âge et le sexe aggrave les inégalités nouvelles et existantes.

Reconnaissant le rôle vital des femmes âgées et pour promouvoir leur inclusion pour une meilleure réponse aux défis locaux et mondiaux, la Journée internationale des personnes âgées est un appel à l'action et une opportunité visant à faire entendre la voix des femmes âgées et mettre en valeur leur résilience et leurs contributions à la société.

Pour le Gouvernement du Président Patrice TALON, dans sa vision du Bénin Révélé, aucun béninois ne sera laissé de côté. C'est pourquoi dans le Programme d'actions du Gouvernement, les personnes âgées sont une cible importante à impacter pour réduire les inégalités et la pauvreté.

Ces personnes sont inactives et sont confrontées à diverses difficultés telles que : l'accès limité aux services sociaux de base, les maladies chroniques, le manque de soutien familial et de sécurité sociale, etc...). Conscient de cette réalité, le Bénin s'est doté depuis 2016, d'une Politique Nationale pour la Promotion du Vieillessement Actif et en Bonne Santé qui aujourd'hui, est en cours de d'actualisation. Toujours dans la même perspective, un avant-projet de loi portant « accès des personnes âgées aux services sociaux de base » est élaboré et dont le processus de codification est en cours.

Par ailleurs, à travers le projet d'Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH), le Gouvernement offre de l'assurance maladie gratuite aux pauvres extrêmes et non extrêmes dont une bonne frange est constituée des personnes âgées. Aussi, avec les différentes réformes opérées par le Gouvernement, les personnes admises à la retraite qui sont des personnes âgées, bénéficient dès le premier mois de départ, de leur pension de retraite.

Ces différentes mesures visent à protéger, promouvoir et assurer la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme, aux personnes âgées afin de garantir le respect de leur dignité intrinsèque et leur pleine participation à la vie sociale.

Certes, des résultats probants et encourageants ont été obtenus, mais de nombreux efforts doivent être davantage fournis pour mieux couvrir les besoins des personnes âgées dans la perspective de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

## Béninois et béninoises,

Le vieillissement ne doit pas être perçu comme une fatalité.

C'est pourquoi, j'invite tous les acteurs de la protection des personnes âgées à un engagement soutenu en faveur de la protection des personnes âgées

Je rends un hommage à nos chers pépés et chères mémés que je prie de continuer à maintenir le flambeau de la famille et des collectivités.

Unissons donc nos efforts pour la construction d'un monde juste, inclusif et prospère en renforçant les facteurs de résilience et en veillant à la pleine participation des personnes âgées à la construction de la Nation.

Vive la Journée Internationale des Personnes âgées !

Vive les personnes âgées !

Ensemble pour une société inclusive !

Vive le Bénin !

Je vous remercie.

## Compétences énergétiques au Bénin

## Notables avancées dans la "Trilogie gagnante écoles-entreprises-ministères"

(Un an après : 54 partenariats signés, 100 emplois créés)

Mise en place le 24 septembre 2021, la « trilogie Gagnante Écoles -Entreprises -Ministères » a enregistré son « acte 6 » le jeudi 29 septembre 2022 à la Communauté électrique du Bénin (CEB). Occasion pour le ministre de l'énergie, Jean-Claude Houssou, de lancer la « Rentrée du secteur de l'énergie 2022 ».

## S.T.

Face aux besoins de ce secteur stratégique, le programme « trilogie gagnante écoles-entreprises-ministères » initié par le ministère de l'énergie depuis l'année 2021, porte déjà ses fruits. Conçu pour parvenir à assurer une véritable indépendance énergétique du Bénin qui passe, au-delà des infrastructures, par la formation d'une main d'œuvre locale qualifiée, à même de proposer des services de qualité dans le domaine énergétique, ce programme, au bout d'un an, aura eu le mérite d'enregistrer des résultats probants. 54 conventions de partenariats signés, et 91 autres transmis pour signature ; 516 stagiaires reçus ; une centaine d'emplois créés ; près de 200 offres de recrutement lancées, dont plus de 100 satisfaites, etc. Ce sont entre autres les résultats de l'an 1 de la « trilogie gagnante écoles-entreprises-ministères ». Né du constat de l'inadéquation entre les formations et les offres d'emploi et surtout du manque de compétences locales qualifiées dans le secteur de l'énergie, ce projet qui a vu le jour le 24 septembre 2021 et qui réunit les ministères, les écoles et les entreprises du secteur, vise à faire rentrer l'École dans l'entreprise et l'entreprise dans l'École pour des compétences locales qualifiées pour le secteur de l'énergie. Mieux, à travers ce projet, il s'agit d'intégrer les apprenants dans les grandes entreprises de la place pour leur permettre



● Le ministre Jean-Claude Houssou (au milieu) et quelques officiels

de comprendre le fonctionnement des structures de production, de transport et de distribution de l'énergie mises en place par le gouvernement avec les technologies les plus pointues.

## Un projet qui fait la fierté des acteurs du secteur de l'énergie

Acteur majeur de cette nouvelle approche du renforcement du secteur de l'énergie au Bénin, le ministre Jean-Claude Houssou, à l'occasion de la célébration de l'acte 6 dudit projet, qui a également coïncidé avec la « rentrée du secteur de l'énergie 2022 », s'est réjoui des résultats obtenus et de l'entrain que suscite l'initiative. Pour lui, les résultats « montrent sans aucune discussion, que cette initiative est plus que judicieuse (...) son contenu est plus que pertinent puisque nous voyons à travers ces résultats que c'était un réel besoin dans une dynamique qui s'accélère à travers le programme d'action du

gouvernement ». A l'en croire, « cette initiative est là pour contribuer à améliorer l'offre, non pas de formation, mais surtout et avant tout, de compétences pour faire en sorte que la réalisation de nos projets se passe de la meilleure façon possible et qu'au-delà des entreprises qui viennent apporter ces compétences, nous puissions disposer de compétences locales ». Intervenant à l'occasion, le Préfet du département de l'Atlantique, Jean-Claude Codjia, s'est « incliné d'admiration et de gratitude devant l'immense prouesse réalisée en si peu de temps face à tous ces défis ». Présent, le Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Bénin, Aouale Mohamed Abchir, tout en saluant l'initiative, a réitéré la disponibilité des Nations unies à accompagner le Bénin. « L'énergie, c'est une priorité pour le programme des Nations Unies. Votre administration a beaucoup d'ambition. L'objectif pour le Plan stratégique actuel du PNUD est d'atteindre 500 millions de personnes dans le domaine des énergies renouvelables. Nous avons positionné le Bénin à travers cette initiative », va-t-il rassurer. Du reste, pour le projet de la « trilogie gagnante école-entreprises-ministères », il est à noter la présence de plusieurs partenaires telles: l'université ESMER, l'EPAC la société VINCI Energies et bien d'autres.



● Photo de famille

## Accès aux infrastructures résilientes

### La Banque mondiale approuve 137,39 milliards Fcfa en faveur du Bénin

La Banque mondiale s'est engagée à soutenir le Bénin dans ses actions de lutte contre le changement climatique. Ainsi, le jeudi 29 septembre dernier, l'institution a approuvé un financement de 200 millions de dollars (soit 137,39 milliards Fcfa) pour soutenir l'objectif du Bénin d'améliorer l'accès à des infrastructures résilientes, et les prestations de services urbains pour réduire les risques d'inondations dans les villes secondaires.

● Félicienne HOUËSSOU

Réduire les risques d'inondations dans les villes secondaires grâce à des infrastructures résilientes et des capacités accrues, c'est dans ce cadre que la Banque mondiale a décidé de mettre une enveloppe financière de 200 millions de dollars de l'Association Internationale de Développement (IDA) à la disposition des autorités béninoises. L'opération qui contribue au Programme d'Assainissement Pluvial des Villes Secondaires, est conçue sous forme de Programme axé sur la performance (PforR en anglais). Il permettra aux communes bénéficiaires de réduire les risques d'inondations et améliorer les conditions de vie des populations grâce à la construction d'infrastructures de drainage urbain résilientes et l'adoption d'outils de planification urbaine. Il permettra de renforcer les capacités de mise en œuvre d'investissements dédiés à la lutte contre le changement climatique, y compris les capacités de préparation aux risques de catastrophes naturelles. Selon Atou Seck, responsable des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin, l'assainissement des villes secondaires du Bénin est un défi important pour limiter les risques de catastrophes auxquels elles sont exposées de manière récurrente. Il constitue aussi une opportunité pour assurer un meilleur cadre de vie et promouvoir l'économie et les emplois locaux. « Ce programme va surtout améliorer la vie des personnes défavorisées, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et l'atténuation du changement climatique », a-t-il indiqué. Les communes seront ainsi amenées à adopter des plans de contingence communaux révisés et l'Etat rendra plus opérationnel le Fonds national de réponse aux catastrophes (FONCAT). L'opération vient renforcer le partenariat Etat-Commune, avec un rôle et des respon-



● Atou Seck, responsable des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin

sabilités renforcées pour les communes bénéficiaires. Elle se concentre également sur l'agenda de lutte contre le changement climatique.

#### Des investissements importants s'annoncent

Le Programme d'Assainissement Pluvial des Villes Secondaires vient en complément du Programme d'Assainissement Pluvial de Cotonou auquel la Banque mondiale, à travers le Projet de Gestion des Eaux Pluviales et de Résilience Urbaine (PGEPRU), contribue à hauteur de 100 millions de dollars. Le PGEPRU a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des habitants, réduisant les risques d'inondation et renforçant la gestion et les capacités de résilience urbaine au niveau de l'agglomération de Cotonou. Le ministre de l'Economie et des Finances, ministre d'Etat Romuald Wadagni, souligne que ce programme annonce des investissements importants dans des infrastructures urbaines résilientes et dans la prestation de services pour gérer les risques d'inondations dans nos villes secondaires. « Grâce à ce financement, le gouvernement va aussi accompagner les

communes dans les actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique telles la fourniture d'un éclairage public solaire, le développement de parcs verts urbains, la reforestation, l'amélioration des espaces publics, la réhabilitation des berges et la construction/réhabilitation de routes urbaines », a-t-il assuré. Cette opération s'aligne avec le Programme d'action du gouvernement (2021-2026) et le Cadre de Partenariat Pays entre le Bénin et la Banque mondiale (CPF 2018-2023). Elle reflète aussi les objectifs du programme des villes et territoires durables du Bénin et du Plan national d'adaptation du Bénin. Notons que l'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Elle accorde des dons et des prêts à faible taux d'intérêt ou sans intérêts en faveur de projets et de programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer la vie des plus démunis. L'IDA figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 76 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 se trouvent en Afrique.

## Zone industrielle de Glo-Djigbé-Zè

### Les avancées de la GDIZ présentées aux élus locaux de Tangbo-Djèvié

Le vendredi 30 septembre 2022, une délégation du Conseil d'arrondissement de Tangbo-Djèvié, dans la commune de Zè est allée prendre connaissance du niveau de mise en œuvre de la Zone industrielle de Glo-Djigbé-Zè (GDIZ). C'est à l'initiative de l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx) et la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie (SIPI-Bénin).



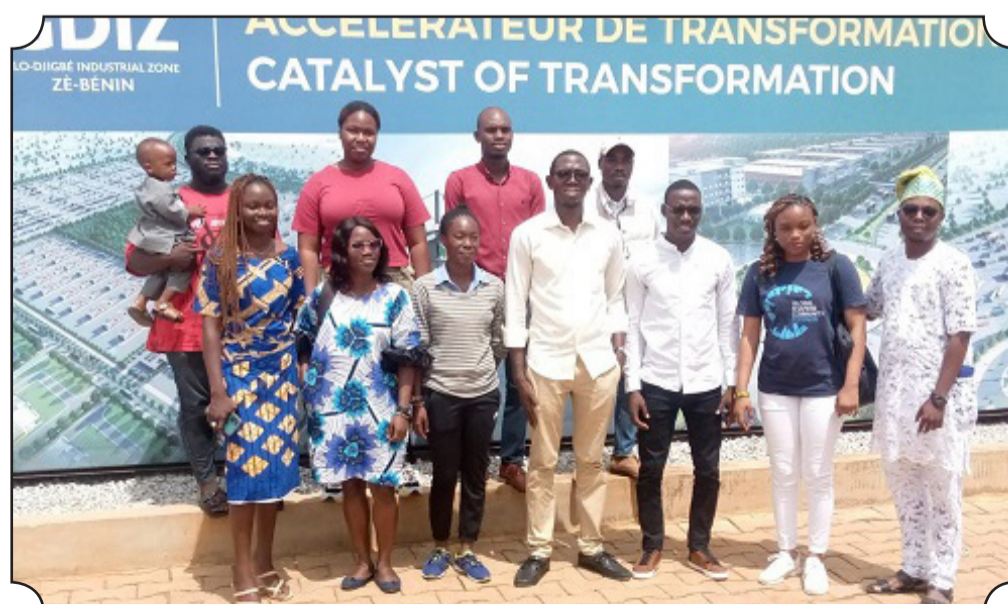
● Photo de famille des élus locaux de Tangbo-Djèvié

● Sylvestre TCHOMAKOU

Découvrir (pour quelques-uns) et s'informer de l'état d'avancement des travaux de mise en œuvre de la Zone industrielle de Glo-Djigbé-Zè (GDIZ) dont ils sont les premiers bénéficiaires directs, notamment leurs populations. C'est le mobile de la descente des 13 Chefs de village du Conseil d'arrondissement de Tangbo-Djèvié, avec à leur tête le Chef d'arrondissement de ladite localité, Didier Anagonou. Pour cette visite qui s'est déroulée en deux étapes, l'occasion a été pour les équipes de la SIPI-Bénin et de l'APIEx de présenter à ces élus locaux qui ont joué un rôle important dans la mise en place de la Zone, de leur présenter la GDIZ : Vision, objectifs à court, moyen et long termes, les avantages pour la commune

de Zè et le niveau d'exécution. Au-delà, l'occasion a été aussi celle de la découverte des différentes installations. Au terme des échanges et de la visite, ces acteurs de la gouvernance locale n'ont pu cacher leurs impressions. « Nous nous sommes tout le temps plaints que le gouvernement béninois ne pense pas à la commune de Zè, mais avec le projet de la GDIZ, je réalise que c'est un énorme cadeau pour nous. Il est vrai qu'on n'y croyait pas. Mais aujourd'hui, c'est du concret. Je suis davantage heureux quand je constate que la majorité de nos enfants sont en formation ici et seront également employés. Je dis merci au Président Talon pour cette initiative qui sort notre commune de l'oubli », a exprimé le Chef village de Tangbo-Aga, Antoine

Bankolé. Chef de la délégation, le chef de l'arrondissement de Tangbo-Djèvié, Didier Anagonou a, pour sa part, reconnu le professionnalisme des différentes équipes en place et, s'est fait le devoir d'appeler les différents jeunes en fonction sur le site à faire preuve d'humilité et de désir d'apprendre pour en sortir gagnant. Pour cette première phase du projet qui s'étend sur plus de 400 hectares, 36 investisseurs sont déjà enregistrés et 5.000 emplois créés. Le démarrage de quelques usines d'ici quelques semaines, devrait permettre de doubler le nombre d'employés sur le site avant la fin de l'année 2022. Il est à préciser que dans la matinée du vendredi 30 septembre, la section Cotonou des jeunes leaders de « Global Shaper », s'est aussi rendue à la GDIZ pour découvrir ce qui s'y fait.



● Photo de famille des jeunes leaders de « Global Shaper »

**GALA DES 100 ENTREPRISES  
LES PLUS DYNAMIQUES DU BENIN**

*Edition 2022*

En Direct **Sur ORTB**  
ET 3 Chaines TV en **AFRIQUE**

**EVENEMENT MAJEUR  
DE PROMOTION  
DES ENTREPRISES**

**05** *Novembre*

**BENIN Royal HOTEL**

PRÉSIDIÉ PAR SON EXCELLENCE **ABDOULAYE BIO TCHANÉ**  
MINISTRE D'ETAT CHARGÉ DU DEVELOPPEMENT  
ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Célébrons la Performance  
et l'Innovation

### Les 100 entreprises les plus dynamiques du Bénin célébrées le 05 novembre prochain

Sous la présidence du ministre d'Etat chargé du développement et de la coordination de l'action gouvernementale, Abdoulaye Bio Tchané, le Cabinet International ECO FINANCE ENTREPRISES organise à Cotonou, à « Bénin Royal Hôtel » le 05 Novembre 2022, la plus prestigieuse cérémonie de distinction en Afrique, dénommée « GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES DU BENIN ». Une initiative qui, depuis 10, décerne la Palme du Dynamisme et de l'Innovation aux entreprises africaines sur la base des critères de l'expertise de l'entreprise, l'innovation, la capacité de pénétration du marché et l'impact de l'activité sur l'économie. Pour cette édition qui se tient au Bénin, un vaste éventail d'entreprises est désigné. Selon les organisateurs, il s'agit d'entreprises issues de différents secteurs et industries, allant des jeunes start-ups audacieuses à de grandes entreprises présentes dans plusieurs pays. « Une véritable indication que des entreprises de toutes formes et tailles peuvent connaître la croissance et la réussite dans l'Afrique d'aujourd'hui et doivent être reconnue », soutiennent-ils.

Devenue "une tradition très attendue", ce prestigieux événement qui met en valeur les efforts et succès des entreprises locales, leur offre de la visibilité au niveau international afin d'encourager les initiatives particulièrement significatives de la performance économique, pour l'étape du Bénin, est soutenu par plusieurs partenaires, notamment le PNUD.

« Le Gala des 100 Entreprises les Plus Dynamiques » va récompenser le 05 Novembre 2022 au « Bénin Royal Hôtel » les entreprises béninoises identifiées comme les plus dynamiques, les plus performantes et les plus compétitives lors d'une soirée qui verra la participation des autorités béninoises, organisations professionnelles, ambassadeurs, organismes et partenaires au développement, décideurs et chefs d'entreprises. Il importe de noter que ce prestigieux événement a été un pari réussi dans plusieurs pays africain comme le Togo, le Burkina, le Sénégal, le Gabon, le Bénin, le Mali, la Guinée et le Niger avec 17 éditions déjà réalisées.

L'innovation majeure

Avec pour thème « Bénin émergent, économie prospère et compétitive », cette remise de trophée fait l'objet d'une communication forte sur des chaînes internationales (France24, TV5, Canal+ Sport2, Canal+ Sport3 Canal+ Cinéma, Canal+ Action, Canal+ Comédie) et elle connaîtra une retransmission en direct sur la ORTB du Bénin, Canal 3 Bénin, 2STV du Sénégal, la Savane TV du Burkina Faso et MandéTV du Mali, le 05 novembre.